



CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE

DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Direction de l'Informatique et de la Logistique

195 avenue Paul Vaillant Couturier

93014 BOBIGNY CEDEX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

PROCEDURE : ADAPTEE

TYPE DE MARCHÉ : TRAVAUX

OBJET DE L'ACCORD CADRE :

TRAVAUX DIVERS D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENT, DE REAMENAGEMENT DES SITES DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Les produits et la réalisation du câblage doivent répondre aux exigences des normes génériques EN 50173 et ISO/IEC 11801 Edition 2 amendements 1 et 2. En particulier le câblage doit supporter l'application IEEE 802.3 an 10 Giga Base T.

LOT 9 : MISE EN PLACE DE CABLAGE COURANT FAIBLE ET COURANT FORT ASSOCIE

Service: Infrastructure

Autrice: Civelli Magalie

FEVRIER 2026

TABLE DES MATIERES

1. Objet et cadre du marché.....	4
1.1 Objet du présent CCTP	4
1.2 Contexte et objectif.....	4
2. Présentation generales d'exécution	5
2.1 Présentation générale CPAM 93	5
2.2 Description détaillée des sites.....	5
2.2.1 Le siège	7
2.2.2 Site du Raincy	7
2.2.3 Site de Médiacom	7
2.2.4 Site du Centre d'Examen de Santé (CES)	7
2.2.5 Agences.....	7
2.2.6 Magasin	8
3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	9
3.1 Organisation et responsabilités du titulaire	9
3.2 Confidentialité et règlement intérieur	9
3.3 Agrément constructeur	9
3.4 Visites de site, reconnaissance des lieux et renonciation à réclamation	10
3.5 Stockage, installations de chantier et vestiaires	10
3.6 Hygiène, sécurité et conditions de travail	10
3.7 Gestion du mobilier et des locaux occupés	11
3.8 Gestion des déchets	11
3.8.1 Déchets de chantier- Principes généraux	11
3.8.2 Récupération des matériaux.....	11
3.8.3 Traitement des déchets résiduels.....	11
3.9 Bruits de chantier	11

3.9.1 Matériels de chantier et émissions sonores.....	12
3.10 Protection des ouvrages existants et remise en état	12
3.11 Choix des produits et fournitures et exigences environnementales.....	12
4. Documents à remettre au maître d'œuvre	13
4.1 Lors de sa réponse à l'appel d'offres.....	13
4.2 Lors de l'établissement d'un devis	13
4.3 À la fin des travaux	13
5 Conditions financières et DPGF	14
5.1 Détermination des prix	14
5.1.1 Exécution des travaux selon priorités.....	14
5.1.2 Exécution des travaux hors jours ouvrés	15
5.1.3 Travaux ponctuels (à ½ journée ou à la journée).	16
5.1.4 Prestations complémentaires / Travaux à la charge du titulaire.....	16
5.1.5 Pénalités - Rappel	17

1. OBJET ET CADRE DU MARCHÉ

1.1 Objet du présent CCTP

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les prescriptions techniques applicables aux prestations objet du marché.

Le titulaire applique également les prescriptions du Département Réseau décrites dans le CCTG V 2.0 annexé au marché. Tout écart ou non-conformité entraîne la remise en conformité à ses frais, y compris les incidences sur les autres corps d'état.

L'objectif du document est de présenter :

- Les différents sites actuels,
- Les composants présents de nos différents sites
- Les dispositions générales d'exécution
- Les conditions financières et DPGF

1.2 Contexte et objectif

Le marché porte sur l'ensemble des travaux liés à la VDI, du TGBT au poste de travail.
Toute intervention sur le TGBT est exclue du présent marché.

Les courants dédiés à l'informatique devront être séparés des autres courants ordinaires ou "ménage" du TGBT aux prises terminales.

Le courant fort est limité aux alimentations associées aux équipements VDI et postes de travail, hors création ou modification de TGBT.

Pour le câblage cuivre, le système devra :

- Être conforme à la classe EA (catégorie 6A) au sens de la norme ISO/IEC 11801 (édition en vigueur) ;
- Supporter l'application IEEE 802.3an – 10GBASE-T ;
- Être compatible avec l'alimentation PoE de type 4, classe 8, conformément à la norme IEEE 802.3bt.

Le système de câblage cuivre devra être compatible avec l'alimentation PoE de type 4, classe 8 (IEEE 802.3bt), y compris en conditions de pose en faisceaux (bundling), conformément aux prescriptions des normes EN 50174-2 et ISO/IEC TS 29125.

Pour le câblage fibre optique, le système devra être conforme aux normes EN 50173 et ISO/IEC 11801 (édition en vigueur) et supporter, au minimum, les applications suivantes :

- IEEE 802.3ae – 10GBASE-SR sur fibre multimode OM4 ;
- IEEE 802.3ae – 10GBASE-LR sur fibre monomode OS2.

Les prescriptions techniques détaillées applicables aux systèmes de câblage cuivre et fibre optique sont précisées dans le CCTG VDI (version 2.0) annexé au marché.

Ce marché est destiné à répondre aux besoins ponctuels d'évolution de la CPAM Seine saint Denis (ci-après dénommée CPAM 93) en matière de câblage VDI (CFA/CFO) associé au poste de travail.

Ce système de câblage assurera le transport des applications Voix, Données et Image (VDI). Pour répondre aux besoins futurs, il devra permettre la réalisation aisée de la maintenance ainsi que d'éventuelles extensions.

2. PRESENTATION GENERALES D'EXECUTION

2.1 Présentation générale CPAM 93

La CPAM 93 se compose actuellement de 15 sites tous situés dans le département de la Seine Saint Denis (93).

Le titulaire est tenu, avant toute intervention, de connaître parfaitement les moyens d'accès ainsi que les servitudes ou contraintes diverses.

Pour toutes interventions d'urgence l'entreprise récupérera les clefs du bâtiment auprès du PC sécurité du siège après accord du service réseaux de la CPAM93.

Le prestataire fera constater les éventuels dégâts avant toute intervention, s'il en constate, sans quoi il en sera tenu pour responsable.

Nous avons aujourd'hui 4 marques de câblage déployées sur nos sites, Schneider, Brand Rex, Nexans (Aginode) et Tyco.

Pour tous les sites :

- Le poste de travail sera équipé de 2 prises RJ45, 2 prises de courant fort détrompées et 2 prises de courant fort.
- Chaque point technique sera équipé d'une prise RJ45, et de deux prises de courant fort détrompées.
- Dans un souci de compatibilité garantie constructeur toute modification du câblage devra être réalisée en câble de catégorie 6A, 1x4 paire AWG23, F/FTP, LSFRZH, PoE++, Cca s1a d1 a1 ou de catégorie supérieure, présentant une résistance au feu égale ou supérieure.
- Comme indiqué dans le CCTG, une seule marque sera déployée par site. Cette marque devra être identique aux cordons de brassage afin d'avoir un système homogène sauf mention contraire du Maître d'œuvre.

2.2 Description détaillée des sites

Dans un souci d'homogénéisation, de maintenabilité et de compatibilité des infrastructures, les matériels décrits ci-après constituent la **base de référence** pour les installations réalisées sur l'ensemble des sites.

Tout matériel proposé devra être **strictement équivalent ou supérieur** en termes de performances, de conformité normative et de qualité, et devra faire l'objet d'une **validation préalable par le maître d'ouvrage**.

Le câblage de communication cuivre devra être de marque **Aginode**, ou équivalent validé, et présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- Catégorie : **6A**
- Type : **F/FTP ou S/FTP**
- Classement feu : **Cca s1a d1 a1** (conformément au règlement CPR)
- Conformité aux normes **ISO/IEC 11801** et **EN 50173**

Les points de consolidation CFA devront être du type :

- **LANmark ZD Box 6 Snap-In White**
- Référence : **N521.606**

Ou matériel strictement équivalent validé par le maître d'ouvrage.

Les boîtes de dérivation monophasées destinées au réseau détrompé devront présenter les caractéristiques suivantes :

- Configuration : **1 entrée / 4 sorties**
- Code couleur : **rouge**
- Marque : **Ensto**
- Référence : **NCJDM34.P-3000**

Les boîtes de dérivation monophasées destinées au réseau normal devront présenter les caractéristiques suivantes :

- Configuration : **1 entrée / 4 sorties**
- Code couleur : **blanc**
- Marque : **Ensto**
- Référence : **NAJDM34-9010**

Les baies informatiques devront être de marque :

- **R&M – gamme Technosteel**
- **Inolec Roger**

Ou matériel équivalent validé, compatible avec les équipements actifs et passifs installés.

Les colonnes techniques devront être issues de la :

- **Gamme AXXE-DC – Ensto**

Configurations autorisées :

- 1 face
- Double face
- Quatre faces

L'ensemble des connecteurs cuivre et optiques devra être de marque :

- **Lanmark**

Ou matériel équivalent validé, compatible avec le système de câblage retenu.

Les unités de distribution électrique devront être de marque :

- **Raritan**
- Références : **Nx1F000398** et **Nx1S1100**

Ou matériel équivalent validé par le maître d'ouvrage.

2.2.1 LE SIEGE

Le câblage du siège situé à Bobigny est constitué :

- 2 Répartiteurs Généraux centralisant les équipements informatiques et téléphoniques, situés au 2ème et 3ème étage
- 1 sous-répartiteur situé au RDC centralisant les serveurs.

Le site totalise environ 900 points utilisateurs.

Siège de Bobigny :

📍 195 Av. Paul Vaillant-Couturier, 93000 Bobigny.

2.2.2 SITE DU RAINCY

Le câblage du site situé au Raincy (44 avenue Thiers) est constitué :

- 1 Répartiteur Général centralisant les équipements informatiques et téléphoniques, situé 1^{er} étage.

Le site totalise environ 400 points utilisateurs.

Site du Raincy :

📍 44 Av. Thiers, 93340 Le Raincy.

2.2.3 SITE DE MEDIACOM

Le câblage du site de Mediacom situé à Saint Denis est constitué :

- un Répartiteur Général centralisant les équipements informatiques et téléphoniques, situé au sous-sol.
- 3 sous-répartiteurs situés aux étages suivants : 2ème, 4ème et 6ème étage.

Le site totalise environ 350 points utilisateurs.

Site et agence de Mediacom :

📍 31-33 Rue du Landy, 93200 Saint-Denis.

2.2.4 SITE DU CENTRE D'EXAMEN DE SANTE (CES)

Le câblage du site du CES situé à Bobigny (4 avenue de la Convention) est constitué :

- un Répartiteur Général centralisant les équipements informatiques et téléphoniques, situé au 1^{er} étage.

Le site totalise environ 200 points utilisateurs.

Centre d'Examen de Santé de Bobigny :

📍 2 Avenue de la Convention, 93000 Bobigny.

2.2.5 AGENCES

Le câblage des 10 agences est constitué :

- un Répartiteur Général centralisant les équipements informatiques et téléphoniques.

Les agences totalisent entre 40 et 100 points utilisateurs.

Les agences sont situées aux adresses suivantes :

Assurance Maladie d'Aulnay-sous-Bois

📍 8 Rue Marcel Sembat, 93600 Aulnay-sous-Bois.

Assurance Maladie d'Épinay Sur Seine

📍 Esplanade de l'Hôtel de Ville, 22 Rue Quetigny, 93800 Épinay-sur-Seine.

Assurance Maladie de La Courneuve

📍 121 Av. Paul Vaillant Couturier, 93120 La Courneuve.

Assurance Maladie de Montfermeil

📍 Maison des Services Publics, 4 Rue Modigliani, 93370 Montfermeil.

Assurance Maladie de Montreuil-sous-Bois

📍 41 Av. du Président Wilson, 93100 Montreuil.

Assurance Maladie de Noisy-le-Grand.

📍 7 All. Louis Aragon, 93160 Noisy-le-Grand.

Assurance Maladie de Noisy-le-Sec

📍 3 Av. Georges Clemenceau, 93130 Noisy-le-Sec

Assurance Maladie de Sevrans

📍 8 Rue Lucien Sportiss, 93270 Sevrans.

Assurance Maladie de Stains

📍 Rue Jean Chardavoine, 93240 Stains.

Assurance Maladie de Tremblay-en-France

📍 2 Rue Léon Tolstoï, 93290 Tremblay-en-France.

2.2.6 MAGASIN

Le câblage du Magasin situé à Aulnay-sous-Bois est constitué :

- un Répartiteur Général centralisant les équipements informatiques et téléphoniques.

Le site totalise environ 30 points utilisateurs.

Magasin Aulnay sous Bois

📍 17 rue Henri Becquerel, 93600 Aulnay Sous Bois

3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

Les conditions générales d'exécution sont décrites ci-après. Le cas échéant, elles pourront être précisées pour chaque affaire lors de la phase de consultation, dans le cadre des marchés subséquents (par exemple : intervention en site occupé ou non, intervention partielle en horaires décalés, etc.).

3.1 Organisation et responsabilités du titulaire

Le titulaire désigne, pour toute la durée du marché, un chef de projet agissant pour son compte. Celui-ci constitue l'interlocuteur unique du maître d'œuvre et assure la coordination, la communication et le suivi des prestations.

Les interventions sont exécutées sous la direction et la responsabilité exclusive du titulaire, qui s'engage à se conformer strictement aux prescriptions du maître d'œuvre.

Le titulaire est responsable, en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit, de l'ensemble des personnels affectés à l'opération, y compris ceux de ses cotraitants et sous-traitants.

Il assume notamment la responsabilité :

- Des accidents, incidents et vols imputables à ces personnels ;
- Des dommages matériels ou immatériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'interdire l'accès au chantier à tout personnel jugé inadapté ou indésirable.

Le titulaire informe préalablement ses personnels de la nature de l'environnement des sites d'intervention et adapte ses méthodes de travail aux contraintes existantes. Il ne peut, de ce fait, ni éluder ses obligations contractuelles ni formuler de réclamation.

3.2 Confidentialité et règlement intérieur

Le titulaire est tenu au secret professionnel. Il s'engage à n'utiliser les documents, informations et données communiqués par le maître d'œuvre que dans le cadre strict de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à respecter le règlement intérieur et les consignes propres aux sites d'intervention pendant toute la durée des prestations.

3.3 Agrément constructeur

Avant toute intervention de câblage, le titulaire doit disposer d'un agrément valide du constructeur de la solution proposée dans son offre.

En cas d'intervention sur une installation existante, la marque du câblage devra être identique à celle en place, sauf indication contraire du maître d'œuvre.

Lors de la remise de son offre, le soumissionnaire fournit une attestation de certification établie par le constructeur, précisant sa période de validité et lui permettant de bénéficier d'une garantie système certifiée (système et applications).

Ce critère est **indispensable et éliminatoire**.

En cas d'expiration de l'agrément en cours d'exécution du marché, le titulaire transmet sans délai l'attestation mise à jour. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner l'application de pénalités et, le cas échéant, la résiliation du marché.

3.4 Visites de site, reconnaissance des lieux et renonciation à réclamation

Pour chaque demande de travaux, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux d'intervention et de leurs contraintes.

Il peut, avant l'émission de son offre ou du bon de commande, effectuer toute visite ou reconnaissance utile afin d'apprécier les réseaux existants, les configurations des locaux, les accès, les cheminements et les conditions d'intervention, notamment en site occupé.

Les informations recueillies lui permettent de proposer une solution complète et fonctionnelle, sans coût additionnel lié à des prestations omises. Dans la mesure du possible, l'infrastructure existante est réutilisée ; à défaut, les adaptations nécessaires sont évaluées conformément aux prescriptions du marché.

La visite de site peut être rendue obligatoire par le maître d'œuvre.

Le titulaire reconnaît avoir tenu compte de l'ensemble des contraintes du site pour l'établissement de son offre et l'exécution des prestations et renonce, en conséquence, à toute réclamation fondée sur une méconnaissance des lieux, des accès ou des conditions d'intervention.

Une réunion de lancement sur site pourra être organisée avant le démarrage des travaux.

3.5 Stockage, installations de chantier et vestiaires

Le stockage des matériaux et de l'outillage est autorisé dans les locaux de l'organisme sous l'entière responsabilité du titulaire, qui doit prévoir des moyens de sécurisation adaptés.

Les vestiaires du personnel peuvent être installés dans un local mis à disposition par l'organisme ou, à défaut, dans un bungalow de chantier.

Les équipements de vestiaires sont à la charge du titulaire. La location éventuelle d'un bungalow doit être intégrée à son offre.

3.6 Hygiène, sécurité et conditions de travail

Le titulaire respecte l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail.

Il met en œuvre toutes les mesures nécessaires pour assurer :

- La sécurité du personnel, des tiers et du public ;
- La propreté et la salubrité du chantier ;
- Le respect du Plan de Prévention ou du PPSPS, le cas échéant.

En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut mettre en demeure le titulaire de remédier immédiatement à la situation, sans préjudice des sanctions prévues au marché.

3.7 Gestion du mobilier et des locaux occupés

Les travaux peuvent être réalisés :

- Dans des locaux libérés, ou occupés, les déménagements et déplacements ponctuels de mobilier nécessaires aux travaux étant à la charge de l'organisme ;

3.8 Gestion des déchets

3.8.1 DECHETS DE CHANTIER- PRINCIPES GENERAUX

Le titulaire assure la prévention, le tri, l'évacuation et le traitement des déchets de chantier, y compris les déchets de démolition, dangereux ou contenant de l'amiante, conformément à la réglementation en vigueur. Il demeure seul responsable de leur élimination dans les filières autorisées.

3.8.2 RECUPERATION DES MATERIAUX

Lorsque la dépose de matériaux ou d'équipements donne lieu à récupération pour le compte de l'organisme, sans enlèvement, cette disposition est précisée dans le bon de commande ou notifiée au titulaire avant ou pendant les travaux.

Les matériaux et équipements issus des démolitions ou déconstructions susceptibles de réemploi restent la propriété de l'organisme.

Selon les instructions, le titulaire peut être tenu de conserver certains éléments et de les acheminer vers le lieu de stockage indiqué sur le site ou à proximité.

3.8.3 TRAITEMENT DES DECHETS RESIDUELS

Le titulaire assure le tri, l'évacuation et le traitement des déchets générés par ses prestations, conformément à la réglementation en vigueur et aux filières autorisées. Les zones d'intervention sont maintenues propres et dégagées de tout emballage, sauf demande contraire de l'organisme.

La gestion des déchets respecte la hiérarchie des modes de traitement prévue à l'article L.541-1 du code de l'environnement. Le titulaire établit et applique un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) et assure la traçabilité des déchets par l'émission des Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD). Ces documents sont transmis à l'organisme selon les modalités de l'affaire ou sur demande.

En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur peut mettre en demeure le titulaire d'y remédier, sans préjudice des sanctions prévues au marché.

Toute décharge sauvage est strictement interdite.

3.9 Bruits de chantier

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour limiter les nuisances sonores liées au chantier et respecte strictement la réglementation en vigueur relative aux bruits de voisinage et aux chantiers de travaux publics ou privés, ainsi que les arrêtés préfectoraux ou municipaux applicables.

Il veille notamment à l'utilisation de matériels conformes et à l'adoption de comportements et méthodes de travail limitant les nuisances pour les occupants, le public et le voisinage.

3.9.1 MATÉRIELS DE CHANTIER ET ÉMISSIONS SONORES

Les engins et matériels utilisés sur le chantier sont conformes à la réglementation en vigueur relative aux émissions sonores et aux matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Le titulaire est responsable du respect des seuils réglementaires applicables et de la conformité des équipements mis en œuvre.

3.10 Protection des ouvrages existants et remise en état

Le titulaire met en place toutes les protections nécessaires à la sauvegarde des ouvrages existants et des zones avoisinantes.

Aucune dégradation n'est admise. Les réparations consécutives à des détériorations sont exécutées par le titulaire ou à ses frais.

Le chantier est maintenu en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le nettoyage final comprend l'enlèvement des protections, des déchets et le nettoyage complet des locaux affectés. La réception des travaux est conditionnée à la remise d'un chantier parfaitement nettoyé.

3.11 Choix des produits et fournitures et exigences environnementales

Sans contrevenir aux prescriptions du BPU et du CCTG VDI, le titulaire privilégie, de manière générale, des matériaux, fournitures et équipements à faible impact environnemental, notamment ceux s'inscrivant dans une démarche de développement durable ou présentant des caractéristiques environnementales reconnues.

Les articles non spécifiquement visés par des exigences environnementales ne font pas l'objet de prescriptions particulières. Toutefois, dans le cadre de son obligation de conseil, le titulaire peut proposer, en cours d'exécution, des solutions tenant compte de l'évolution des normes et labels environnementaux.

Le marché ne prévoit pas, à ce stade, de fourniture obligatoire de produits issus du réemploi ou de la réutilisation. Dans le respect des normes applicables, des NF DTU et des avis techniques du CSTB, le titulaire privilégie, lorsque cela est pertinent, des produits, matériaux et équipements à performance environnementale élevée, visant notamment la réduction des consommations d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre et des impacts sanitaires et environnementaux.

À titre indicatif, pour les produits de nettoyage, le titulaire privilégie des produits à contenu partiellement biosourcé, sans substances nocives pour la santé ou l'environnement et à faibles émissions de composés organiques volatils (COV).

Dans le cadre des démarches environnementales de la CPAM, le titulaire conseille le Département Logistique dans le choix et la mise en œuvre de solutions compatibles avec les exigences du présent CCTP.

Sur demande du donneur d'ordre, il fournit les fiches de déclaration environnementale et sanitaire (FDES) et, le cas échéant, les profils environnementaux produits (PEP / Ecopassport®), en précisant si les FDES sont vérifiées et publiées dans la base INIES.

4. DOCUMENTS A REMETTRE AU MAITRE D'ŒUVRE

4.1 Lors de sa réponse à l'appel d'offres

Le soumissionnaire est tenu de remettre une offre conforme aux prescriptions techniques du présent document. Toute offre n'apportant pas les caractéristiques techniques requises entraînera de facto le rejet de sa proposition.

Le soumissionnaire devra fournir au minimum :

- Un mémoire technique.
- Un tableau récapitulant les références des matériels proposés.
- Les notices techniques exhaustives des matériels proposés (câbles, modules de raccordement mâles et femelles, panneaux, baies, etc.).
- Les certificats de conformité à la classe EA, en mode permanent link, conformément à la norme l'ISO/IEC 11801-1 (dernière édition), ainsi que les certificats des composants (câble, modules de raccordement) réalisés par un laboratoire accrédité et indépendant.
- La déclaration de performance (DOP) indiquant la classification des caractéristiques de réaction au feu des câbles.
- La certification d'installateur agréé par le constructeur du/des système(s) de câblage proposé(s).
- Un document décrivant les détails de la garantie constructeur d'au minimum 25 ans sur le système de câblage proposé ainsi que les conditions de son application.

4.2 Lors de l'établissement d'un devis

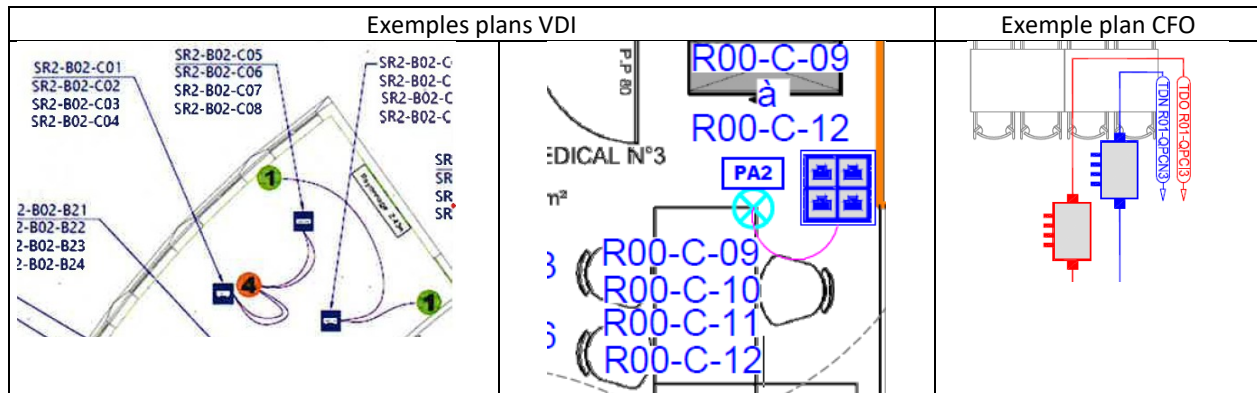
Pour tout projet de travaux le maître d'œuvre sollicitera les titulaires pour l'établissement d'un devis.

Les titulaires, après avoir pris connaissance des travaux demandés et déterminé les prestations nécessaires à réaliser, fournira au maitre d'œuvre un devis basé sur les unités d'œuvres du DPGF du présent marché et précisant les références des matériels proposés.

4.3 À la fin des travaux

Le titulaire devra fournir dans un classeur intitulé « Documents des Ouvrages Exécutés (DOE) », les documents suivants :

- Les plans de chaque niveau du bâtiment avec les implantations des prises banalisées et des chemins de câble. Les plans devront être fournis en version électronique au format PDF et DWG (avec un calque spécifique pour l'implantation des prises banalisées et l'implantation des chemins de câbles) ainsi que les implantations des colonnes/goulottes et points de consolidation (voir exemple ci-dessous) VDI (CFO/CFA).



- Les notices techniques exhaustives des matériels installés.
- Les recettes au format PDF et natif, conformément aux dispositions citées dans le CCTG 2.0.
- L'attestation du constructeur accusant réception du dossier de garantie.

L'entreprise devra remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés complet au plus tard dans un délai de 30 jours calendaire à compter de la date de réception des travaux.

Au plus tard 3 mois après la recette des liaisons cuivre et fibre, la réception des certificats du constructeur attestant de la garantie d'une durée minimale de 25 ans pièce et main d'œuvre pour l'ensemble du système de câblage réalisé.

5 CONDITIONS FINANCIERES ET DPGF

5.1 Détermination des prix

Les prix du DPGF comprendront les déplacements des ouvriers éventuels, toute action ou équipements nécessaires pour le bon résultat de l'article hors prestation supplémentaire mise à disposition dans le DPGF.

Aucun frais supplémentaire ne pourra être facturé sans validation par le maître d'ouvrage. Les titulaires du marché auront l'impératif de suivre les recommandations de l'Assurance Maladie sur la VDI indiqué dans le CCTG v2.0. En cas d'urgence ou d'impossibilité par les titulaires de réaliser les travaux pour différentes raisons, la CPAM se réserve le droit de faire exécuter les travaux par une autre entreprise.

Les forfaits de déplacement ne seront appliqués que pour les interventions de travaux, de diagnostic ou de chiffrage sur site (élaboration d'un devis) et une seule fois pour une même opération.

En cas de seconde ou plusieurs interventions, un devis est obligatoire et les déplacements sont réputés être compris dans les prix du bordereau pour travaux définis.

Ces forfaits incluront les frais moyens de véhicule ainsi que le temps moyen de déplacement. En cas de malfaçons ou remplacements de matériels sous garantie à la suite de travaux réalisés dans le cadre du présent marché, l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun forfait ni frais suite à sa nouvelle intervention.

5.1.1 EXECUTION DES TRAVAUX SELON PRIORITES

Les travaux sont généralement à exécuter les jours ouvrés du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00. Le titulaire devra pouvoir intervenir sur toute la période d'exploitation de la CPAM en temps normal. L'intervention en-dehors de cette période est réservée aux astreintes.

Urgence technique :

Le titulaire devra être en capacité d'intervenir le samedi de 7h00 à 19h00 en cas d'urgence et à la demande préalable de la CPAM. L'entrepreneur donnera le numéro de téléphone portable où il sera possible de joindre le personnel d'intervention qui sera doté d'un véhicule approprié permettant d'accéder aux points d'intervention.

L'entreprise devra donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour répondre au niveau de priorité demandé par le maître d'ouvrage.

Niveau de priorité :

La notion de priorité se fait sur une échelle à 2 niveaux selon l'impact potentiel de l'évènement :

Priorité de niveau 1 : Empêche l'activité ou présente un risque vital pour une personne (public, personnel)

Priorité de niveau 2 : Ne gêne pas ou n'a aucune incidence à court terme sur l'activité et ne présente pas de danger pour les personnes.

Réactivité du titulaire

La CPAM s'attend à ce qu'à partir du moment où le bon de commande a été émis, le titulaire réagisse dans un délai de :

24H00 pour une priorité de niveau 1

15 jours ouvrés pour une priorité de niveau 2

Les visites et interventions de maintenance préventive sont planifiées selon des gammes qui sont établies à partir des recommandations des constructeurs et à la lumière de l'expérience et des événements constatés par le titulaire. Elles sont effectuées par le titulaire dans le respect du cadre préétabli, dans lequel les périodicités sont notées comme suit :

Priorité 1 (P1) : Forfait pour intervention sous 24H

Priorité 1 (P2) : Intervention non urgente devant être réalisée dans un délai maximal de 15 jours ouvrés à compter de la notification de la demande ou selon la date convenue entre les parties.

5.1.2 EXECUTION DES TRAVAUX HORS JOURS OUVRES

Les travaux sont généralement à exécuter les jours ouvrés du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00. Exceptionnellement, il pourra être demandé à l'entreprise d'effectuer :

- Des travaux le samedi de 7h00 à 19h00
- Des travaux de nuit de 21h à 6h du matin.

Rappel la législation pour le travail le dimanche (loi Macron du 6 août 2015) :

En cas de travaux urgents pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, il est possible de faire travailler les ouvriers du BTP le dimanche (Code du travail art. L. 3132-4).

Pour les travaux devant être effectués le samedi, dimanche ou de nuit, l'entreprise pourra facturer en sus des prix, un forfait particulier établi en euros correspondant aux frais de main d'œuvre pour ½ ou 1 journée (1 ouvrier qualifié + 1 technicien).

5.1.3 TRAVAUX PONCTUELS (A ½ JOURNEE OU A LA JOURNEE).

La CPAM de Seine Saint Denis en cas de besoin, pourra également demander à l'entreprise des travaux ponctuels correspondant à une seule demi-journée ou à une journée de travail.

Pour ces types d'interventions, l'entreprise pourra facturer en sus des prix, le coût d'un déplacement et un forfait particulier établi en euros correspondant aux frais de main d'œuvre pour ½ ou 1 journée (1 ouvrier qualifié + 1 technicien)

La CPAM de Seine Saint Denis pourra à titre exceptionnel pour assurer la sécurité des biens et des personnes sur simple appel téléphonique, confirmé par courriel, demander une intervention de l'entreprise dans un délai de 24 heures (jours ouvrables) suivant l'appel.

5.1.4 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES / TRAVAUX A LA CHARGE DU TITULAIRE

À la demande du maître d'ouvrage, l'entreprise devra être en mesure de réaliser toute expertise, étude ou prestation complémentaire non explicitement prévue au DPGF.

Ces prestations supplémentaires feront l'objet d'un devis détaillé soumis à l'approbation préalable du maître d'ouvrage avant exécution.

Toute prestation non prévue expressément dans les documents contractuels ne pourra être exécutée qu'après **ordre de service ou bon de commande écrit** émis par le pouvoir adjudicateur.

À défaut de prix existant dans le bordereau, les prestations concernées feront l'objet de **prix nouveaux**, soumis à validation préalable.

Aucune prestation exécutée sans validation écrite préalable ne pourra donner lieu à rémunération.

L'entreprise devra réaliser l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne exécution des travaux, incluant notamment l'installation et la sécurisation du chantier, la protection des existants, les installations provisoires, les déposes et neutralisations des installations électriques existantes, ainsi que tous percements, carottages, saignées, rainurages, rebouchages et le **nettoyage complet de fin de chantier**.

Ces prestations comprennent la main-d'œuvre, les fournitures, les évacuations, les vérifications réglementaires, les consignations de sécurité, le respect des normes en vigueur et toutes sujétions nécessaires, même si elles ne sont pas explicitement mentionnées au DPGF.

L'entreprise est réputée avoir pris connaissance de l'état des lieux, avoir effectué une visite préalable obligatoire du site et avoir intégré l'ensemble de ces obligations dans son offre, sans possibilité de plus-value ultérieure.

Le titulaire devra donc inclure dans sa proposition tous les travaux et prestations qui le concernent et qui sont nécessaires pour assurer le parfait achèvement et le bon fonctionnement des ouvrages. En particulier sont à la charge du titulaire :

- L'intégration des fournitures et de la main d'œuvre y compris toutes sujétions de transport, de stockage, de manutention et de pose.
- La conservation des coupe-feux des cloisons et murs traversés par rebouchage.
- Les percements, trous, scellements et les dispositifs particuliers à la traversée des parois.
- Le garnissage de tous les percements qu'il a exécutés en respectant les dispositions constructives des bâtiments et en reconstituant le degré coupe-feu.
- Les supports et les suspentes de toutes sortes.

- Les peintures de finition et raccords des revêtements de surface existants modifiés ou altérés par son intervention.
- Les reprises d'étanchéité.
- Les essais de mise au point indispensables afin de remettre l'installation en parfait état de fonctionnement et afin de la livrer conforme aux spécifications techniques et fonctionnelles du présent document.
- L'enlèvement de tout emballage, fourniture inutilisée, déchet de fourniture ou de travaux.
- L'établissement des documents.
- La participation aux opérations de réception.
- La garantie de ses installations (pièces, main d'œuvre et déplacements).

En aucune façon le titulaire ne pourra se prévaloir d'un manque de précision des plans et documents divers pour refuser l'exécution dans les conditions de base du marché, de l'ensemble ou d'une partie des installations nécessaires au parfait fonctionnement.

Au cours de la réalisation de l'opération, le titulaire devra s'assurer que les solutions techniques des autres corps d'état retenues lors du marché sont correctement mises en œuvre si celles-ci ont une incidence sur l'installation du système de câblage.

A la moindre incertitude quant aux conditions d'exécution, le titulaire devra en référer au maître d'œuvre pour une mise au point.

5.1.5 PENALITES - RAPPEL

En cas de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles, et sans préjudice des dispositions prévues aux autres pièces du marché, des pénalités pourront être appliquées de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités sont notamment applicables en cas de non-respect des délais d'intervention, des délais d'exécution, ou en cas de non-conformité des prestations,

Les modalités d'application, la nature, le mode de calcul et le plafonnement des pénalités sont définis dans :

- Le CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) ;
- Le CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales).

L'application de pénalités ne saurait exonérer le titulaire de l'exécution complète des prestations ni de la remise en conformité des installations à ses frais.